



LE 11 OCTOBRE TOUS DANS LA RUE POUR REFUSER DE PAYER LEUR CRISE !



Dans toute l'Europe, les gouvernements annoncent une succession de plans d'austérité, pour répondre aux diktats des institutions financières et aux exigences patronales. Sarkozy et Fillon participent activement à ce pillage des populations les plus défavorisées. En Italie, en Espagne, en Grande-Bretagne, en Grèce, en Pologne, un peu partout, grèves et manifestations se multiplient. Le gouvernement enchaîne les « affaires » qui montrent un pouvoir aux abois. Le patronat reprend son crédo habituel « on ne peut pas payer » ... tout en accumulant des bénéfices exorbitants et les institutions financières prétendent imposer aux peuples la destruction de tous les services publics.

Des luttes sont menées dans de nombreuses entreprises et dans la Fonction publique, le 6 octobre, les retraité-e-s sont dans la rue, le 8 octobre, les chômeurs/ses manifestent...

Après le 27 septembre, il faut unir nos forces, coordonner nos luttes !

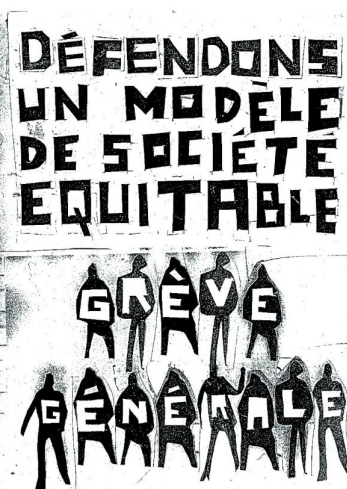
Nous pourrions, comme d'autres, nous réjouir de la « réussite » de la journée du 27 septembre. Les grèves et les manifestations ont certes été plus importantes que prévu, mais elles l'ont souvent été grâce à l'apport de manifestant qui étaient dans la rue pour défendre les moyens de l'enseignement privé. Surtout, elles seraient restées sans perspectives si le hasard du calendrier n'avait pas fait qu'une journée interprofessionnelle se déroule le 11 octobre. Plus encore que pour la journée du 27 septembre, les salariés de l'Éducation nationale doivent se mobiliser le 11 octobre car face au contexte international et à la contre attaque d'un patronat qui surfe sur la crise, ce n'est que l'union de tous les travailleurs/ses, chômeur/ses, retraité-e-s, étudiant-e-s qui nous permettra de ne pas payer la facture.

SUD Éducation Alsace déplore que l'intersyndicale nationale n'ait pas débouchée sur un appel à la grève clair et net malgré l'insistance de l'Union syndicale Solidaires. Nous déplorons également que le texte adopté par cette même intersyndicale se soucie de « maîtriser les déficits » alors qu'il est évident que ces déficits creusés par les politiques néo-libérales mises en place un peu partout ne sont qu'une excuse qui permet encore une fois de faire payer la facture de la dette aux travailleurs/ses et non aux vrais responsables. Enfin, nous ne pouvons pas être d'accord avec François Chérèque, leader de la CFDT, quand il affirme le 30 septembre dans les colonnes de Libération qu'« une journée de grève interprofessionnelle est prématurée » et qu'« en période électorale, les Français ont tendance à être très attentistes ». **Malgré tout, nous appelons les salariés de l'Éducation nationale syndiqués ou non, à s'emparer de cette journée pour en faire le début d'un grand mouvement interprofessionnel. Partout où cela est possible, organisons des assemblées générales et des cortèges unitaires dans les manifestations.**

Disons non au gouvernement, au patronat, au FMI !

L'accroissement de la dette publique est le produit des cadeaux fiscaux faits aux ménages les plus aisés et aux entreprises, en particulier les plus grandes. C'est aussi le résultat des mesures prises pour juguler d'une part, la crise financière, dont la population n'est pas responsable, et d'autre part la récession qui s'en est suivie.

Elle exige une autre répartition entre salaires et profits, un droit effectif à l'emploi par une réduction du temps de travail avec embauches correspondantes, une réforme fiscale radicale et le développement des services publics. Elle exige aussi de mettre fin aux exonérations d'impôts des plus riches, de taxer véritablement les revenus du capital, de lutter contre la fraude fiscale et les spéculateurs/trices. Elle exige également la socialisation du système bancaire, la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux en articulant impératifs écologiques et garanties sociales pour les salarié-e-s.



Alors tous en grève et en manifestation !

A Strasbourg, à 10 heures, place de la Bourse

A Mulhouse à 17 heures, place de la Bourse

A Haguenau à 15 heures, devant la sous-préfecture